



# Sciences&éthique

## CHRONIQUE



DOMINIQUE

LECOURT

Philosophe,  
directeur général de  
l'Institut Diderot (1)

## La tyrannie des normes

Affranchis des illusions du socialisme, les soixante-huitards séniors et leurs rejetons ne retiennent de cette doctrine qu'une forme d'étatisme compassionnel. Il suffit d'écouter les déclarations des uns et des autres autour de la question des « migrants » (en novlangue) devenus (ou non) « réfugiés ». Chacun se renvoie la balle en regrettant l'obstination de ces infortunés à vouloir rejoindre l'Europe.

Les politiques se trouvent frappés d'imobilisme intellectuel. Ils portent au pinacle des valeurs de sécurité et de propriété. Ils tentent de modifier les comportements des citoyens au mépris de leurs désirs et de leurs convictions. À peine une loi votée, les ministres se consacrent à formuler normes et règlements administratifs qui paralySENT notre pays. Chaque cas se trouve encadré par un texte, décret, règlement ou circulaire. Le fameux « choc de simplification » se transforme en une tyrannie normative. Est-ce l'« art de gouverner » ? Plutôt une

technique pour donner le change une fois perdu tout contrôle sur le destin du peuple. On le voit avec la crise de l'agriculture et la situation des paysans français.

Prenez le tabac. Aucun comportement du fumeur n'échappera à la présomption de culpabilité. Les hausses de taxes se succèdent sans baisse réelle de la consommation. Autre exemple, celui de la voiture en ville. Le pouvoir politique invoque la pollution, brandit la santé publique tout en organisant des bouchons à coups de travaux perpétuels. Il exaspère les urbains, mais répond à l'intérêt de groupes industriels qui tirent leur épingle de ce jeu. Au passage, la pollution n'aura pas baissé, sauf à manipuler quelques chiffres.

Les normes s'imposent au nom d'une normalité qui dissimule ses partis pris normatifs sous l'apparence de moyennes statistiques supposées décrire des comportements ordinaires prédictibles et modifiables.

Les multiples initiatives hasardeuses prises dans l'éducation nationale obéissent à la même logique. L'utilisation abécédaire de la « théorie des genres » veut faire passer la différence entre les sexes pour une simple construction sociale. On demande aux enseignants de « modifier les comportements » des enfants avant même qu'ils ne soient en âge d'exercer leur jugement. Au nom d'une égalité fictive, les pédagogistes doctrinaires s'attaquent à un système dont l'ambition était de promouvoir les meilleurs en fonc-

tion de leurs capacités intellectuelles. Pourtant l'idéal républicain n'a jamais consisté à bannir de l'éducation toute compétition. Il vise plutôt à n'exclure personne de la transmission des connaissances, pour des raisons d'inégalités sociales.

Devant cette situation, des intellectuels psalmodient. Le marché, disent-ils, a été façonné par le libéralisme. Mais le libéralisme dans notre pays n'a jamais su s'imposer. La faute à la monarchie absolue, à la Révolution française et à Napoléon, tous adorateurs de l'État. L'idéologie « ultralibérale » ferait aujourd'hui sauter les digues... À la faveur de cette « déconstruction », se libéreraient sans retenue les pulsions égoïstes de l'être humain ! Nous savons que l'égoïsme n'affecte pas les seules personnes individuelles. Il s'applique aussi aux institutions ou aux groupes qui veulent affirmer leur valeur ou montrer leur force. Pensez au corporatisme des pilotes d'Air France ou aux communautarismes cherchant dans leurs traditions respectives le fondement de leurs dogmes !

L'abstention, les jacqueries et autres manifestations violentes, le populisme aussi, sonnent comme des avertissements. La menace est grande d'une révolte contre l'hypocrisie d'un égoïsme finalement tyranique.

Vient de publier : *Égoïsme. Faut-il vraiment penser aux autres ?*, Éd. Autrement.